



HAL
open science

L'installation des nouveaux agriculteurs dans les pays d'Europe centrale et orientale: un point de vue occidental

Christian Mouchet, . Fao, . Cee, . Onu

► To cite this version:

Christian Mouchet, . Fao, . Cee, . Onu. L'installation des nouveaux agriculteurs dans les pays d'Europe centrale et orientale: un point de vue occidental. Atelier de formation FAO - CEE / ONU L'installation des nouveaux agriculteurs dans L'agriculture européenne: comment transférer L'expérience occidentale vers les pays de l'Europe Centrale et Orientale, Food and Agriculture Organization (FAO). INT., Nov 1995, Rambouillet, France. 7 p. hal-02332562

HAL Id: hal-02332562

<https://hal.science/hal-02332562>

Submitted on 7 Jun 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0
International License

Atelier de formation FAO - CEE / ONU
L'installation des nouveaux agriculteurs dans l'agriculture européenne :
comment transférer l'expérience occidentale vers les pays de
l'Europe Centrale et Orientale (PECO)
CEZ Rambouillet - Novembre 1995

L'INSTALLATION DES NOUVEAUX AGRICULTEURS DANS LES PAYS
D'EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE

UN POINT DE VUE OCCIDENTAL

Christian MOUCHET - Développement Rural et Systèmes de Production
Ecole Nationale Supérieure Agronomique de RENNES

Introduction

L'objet de cette communication est de présenter la synthèse de quelques observations réalisées lors de nombreux voyages en Pologne, Hongrie, République Tchèque et Roumanie, sur l'installation des nouveaux agriculteurs, envisagée ici dans un cadre exclusivement familial.

Il ne faut en effet pas ignorer que dans ces pays existent des créations d'entreprises agricoles de grande taille, par de jeunes entrepreneurs, en particulier à partir de grandes exploitations d'état privatisées. Ce type d'installation ne rentre donc pas dans notre propos.

Nous nous interrogerons pour commencer sur les causes de l'émergence d'une population de nouveaux agriculteurs, et sur son importance. Ceci nous conduira ensuite à évoquer les conditions de constitution de l'exploitation nouvelle, son fonctionnement technique et économique, et son environnement socio-économique et commercial. Les commentaires exprimés ici, qui n'engagent que leur auteur, visent à ouvrir une réflexion sur la viabilité et la pérennité des ces exploitations récemment créées, ou en cour de création.

DOCUMENTATION ÉCONOMIE RURALE RENNES



ENBA-ESA
MEN
CT n° 22

* Les candidats à l'installation : nombre et motivations

Les effectifs de candidats à l'installation comme jeunes agriculteurs, en valeur absolue comme en poids relatif par rapport à la population agricole, sont très variables : plutôt nombreux en Pologne et en Roumanie, ils sont au contraire rares en Hongrie et en République Tchèque. Trois raisons, entre autres, peuvent être avancées pour expliquer cette diversité :

- l'histoire récente du pays (par exemple la persistance forte de l'exploitation familiale sous le régime d'avant 1990 en Pologne).

- l'existence ou l'absence d'une tradition d'exploitations familiales ou d'une économie fondée sur les grands domaines. En Hongrie et en République Tchèque, la conversion des grandes propriétés de l'entre deux guerre, et les structures collectives de grandes dimensions par les Etats socialistes, pourrait expliquer l'absence du modèle de l'exploitation familiale dans les références culturelles des ruraux.

- les conditions générales du développement économique. Là comme ailleurs, le métier d'agriculteur est perçu comme moins attractif que les métiers urbains. Son choix est plus le résultat d'une contrainte, celle de l'absence d'emploi dans les secteurs industriel et tertiaire, que d'une démarche volontaire. (Ceci est d'ailleurs accentué par le déficit important de logements urbains).

Le choix de rester travailler à la campagne s'accompagne souvent d'un refus des risques liés à la constitution d'une entreprise individuelle ; le statut de salarié ou de membre d'une coopérative agricole continue d'être perçu comme plus favorable du point de vue technique, économique, social, culturel, comme l'a très bien montré M.C. MAUREL dans une étude menée en Pologne, Hongrie et République Tchèque (1).

* L'accès aux facteurs de productions

- **la terre** : Les réformes qui se sont succédées à partir de 1991 dans les différents pays, appuyées par d'importants travaux législatifs, ont toutes conduit, avec des modalités diverses, à ouvrir la possibilité pour les travailleurs agricoles d'accéder à l'usage individuel de la terre, voire à sa propriété.

Cependant, les difficultés techniques (absence de cadastre adapté par exemple) ou juridiques, ainsi que le poids de l'histoire, ont conduit à une grande diversité de situation :

- maintien d'une petite propriété familiale majoritaire (Pologne)

- reconstitution massive d'une petite propriété familiale auparavant disparue (Roumanie).

- installation de quelques exploitations individuelles, de manière marginale, et plus souvent dirigées par des agriculteurs âgés que par des jeunes (Hongrie, République Tchèque).

(1) MAUREL M.C. : (dir) les décollectivisation en Europe Centrale
Autopsie d'un mode de production Espace Rural déc. 1992,
30 Univ. Montpellier

Dans tous les cas, on peut observer une insuffisance structurelle des nouvelles exploitations : leur taille est très faible, surtout en Roumanie, même si des modalités de locations peuvent quelque fois être utilisées.

- le capital : Les équipements et le cheptel posent également problème aux nouveaux installés. Soit il est purement et simplement impossible de s'en procurer, soit il est de provenance occidentale, et son coût est alors prohibitif, soit enfin il est récupéré à partir des anciennes structures collectives, lorsque cela est techniquement possible. Dans ce dernier cas, il est souvent vétuste et mal adapté à l'utilisation dans de petites structures.

- le financement : Le crédit agricole et rural est rarement utilisé par les agriculteurs. Pour ce qui concerne le long et moyen terme, l'incertitude qui pèse sur l'économie amène aussi bien une réticence des banques à proposer des prêts que des agriculteurs peu soucieux de prendre des risques. En outre, les taux d'intérêts sont souvent très élevés, pour cause d'inflation endémique ; dans de telles conditions, une politique de bonification des taux d'intérêts par les états est évidemment inenvisageable, à supposer que ceux-ci en aient les moyens, et fassent de l'investissement agricole une priorité, ce qui n'est pas certain.

Seuls sont donc utilisés les crédits de campagne, dont les taux sont d'ailleurs bien souvent dissuasifs, toujours à cause de l'inflation. Enfin, l'épargne des agriculteurs, comme celle des autres citoyens, a été très réduite par les mouvements monétaires. La capacité d'investissement des agriculteurs s'en trouve atteinte.

D'une manière générale, l'observateur occidental ne peut qu'être frappé par l'absence d'une politique des structures agricoles dont les buts seraient clairement définis et le financement assuré. Il est rare de rencontrer, dans la littérature ou lors d'entretiens avec des responsables politique, la description d'un modèle d'exploitation familiale vers lequel on voudrait tendre. Il n'y a généralement pas de politique pour l'entreprise (dotation en capital, prêts bonifiés, dotations en nature) ni de politique sociale notable (retraite des agriculteurs âgés, primes aux reconversions et aux immigrations). Seule la formation, et dans une moindre mesure la politique foncière, font l'objet de quelques efforts gouvernementaux. Cette situation s'explique sans doute pour partie par la faiblesse actuelle des économies de ces pays, consécutivement à l'ouverture à l'économie du marché.

* L'économie de l'exploitation

Les exploitations des nouveaux installés sont généralement petites, nous l'avons vu, et pourtant souvent fortement dotées en main d'oeuvre familiale.

Les différentes formules sociétaires rencontrées, visant à mettre en commun les terres, ou d'avantage, n'empêchent pas que le rapport

Surface Agricole Utile (SAU)

Unités de Travail Humain (UTH)

est particulièrement faible, souvent 3 à 4 fois plus faible que dans les exploitations familiales de dimension moyenne de l'Union Européenne.

La faible valeur de ce rapport, jointe à la présence d'une population familiale souvent importante, induit une autoconsommation très élevée (Pologne, Roumanie).

- Les systèmes de production, dans ces conditions, sont très intensifs, fondés sur les productions animales et légumières, et très diversifiés. La nécessité de l'approvisionnement familial alimentaire, énergétique, et éventuellement autre, l'emporte alors sur la recherche de la productivité économique obtenue par la spécialisation et la mécanisation.

La faible politique de soutien des marchés, très peu subventionnés en général, renforce la nécessité de la diversification des productions. Les produits s'écoulent plutôt facilement, sauf exception, mais leur prix est fluctuant et non garanti.

L'approvisionnement en facteurs de production (fertilisants, pesticides, semences) souffre quant à lui des mêmes maux que celui des équipements : prix élevés, pénuries fréquentes (gênants particulièrement dans le cas des pesticides), qualité variable. La maîtrise des processus techniques de production est donc aléatoire, et des problèmes pourraient survenir à terme : dégradation de fertilité, pollutions d'origine agricole, etc...

Dans ces conditions, les formules d'agriculture durable, ou s'en approchant, rencontrent un succès d'estime, même si elles sont bien difficiles à mettre en place pour des raisons économiques, techniques, sociales. On peut citer à titre d'illustration l'engouement pour l'agriculture biologique, au moins dans la réflexion des agriculteurs et des pouvoirs publics. Cette forme d'agriculture est vue par les jeunes agriculteurs (en Pologne, en Hongrie, mais aussi en Roumanie) comme :

- économiquement intéressante par le prix de vente élevé des produits, notamment à l'exportation.
- non polluante et fournissant des produits de qualité.
- autonome (recyclage, peu de fertilisants achetés, pas de pesticides)
- "labour-using", ce qui est précieux dans un contexte de rapport SAU / UTH faible.
- relativement aisée à mettre en oeuvre du point de vue de la reconversion, puisque de grandes surfaces de ces pays sont indemnes depuis plusieurs années de traitements antiparasitaires, et de fumure minérale.

Pour l'instant, toutefois, il semble que les systèmes mis en place soient le plus souvent assez traditionnels, ou spécialisés par obligation (marché, matériel disponible, comme c'est quelquefois le cas en Hongrie).

* L'environnement économique et social de l'exploitation

Il n'est pas possible de faire une revue exhaustive des problèmes rencontrés. Trois aspects nous semblent devoir être soulignés :

- La formation des jeunes agriculteurs. Un appareil de formation existe dans tous les pays, du niveau le plus faible à la qualification d'ingénieur, qui donne aux travailleurs du secteur agricole une formation technique de bonne qualité. Par contre, et cette observation ne surprendra pas, la formation à la conduite de l'entreprise familiale (gestion, économie, commercialisation) est le plus souvent absente, ou inopérante.

Le système de formation par alternance, qui permet de mettre le jeune en situation professionnelle réelle, n'a que peu d'équivalents dans les pays évoqués ici. Il va donc de soi qu'aucune condition de formation n'est exigée lors de l'installation.

- L'encadrement technique et économique des agriculteurs : d'une manière générale, le système de conseil aux agriculteurs (techniques, expérimentation, diffusion) est peu développé (sauf peut-être en Pologne). Ceci s'explique par le fait que dans le secteur socialisé, les ingénieurs des entreprises d'état et des coopératives remplissaient ces fonctions de façon interne à l'unité de production. Actuellement, certains de ces cadres, n'ayant plus d'emploi dans le secteur d'état à cause des restructurations, sont en reconversion afin de constituer de nouveaux organismes de développement (chambres d'agriculture, bureaux de conseil, centres de gestion, etc...) Cette reconversion nécessite une formation et un apprentissage, donc du temps. Elle pourrait déboucher à terme sur la constitution de structures d'animation collective du milieu agricole et rural : groupes de développement, de vulgarisation.

- Les filières économiques à l'amont et à l'aval de l'exploitation : avant les transformations des années quatre vingt dix, l'approvisionnement des entreprises agricoles et la commercialisation de leurs produits, souvent transformés, étaient assurés par les services de l'état. Le démantèlement de ces services, ainsi que la crise économique, laissent un grand vide. L'écoulement des produits, leur transformation, leur conditionnement, leur stockage, nécessitent des filières organisées, associant diverses professions et opérateurs commerciaux d'un même secteur. Actuellement, ces filières, sont en cours de constitution ou n'existent pas.

Les jeunes agriculteurs souhaitant s'installer doivent donc compter d'abord sur leur propre capacité à écouler leur produit : vente directe sur les marchés urbains, à la ferme, à un commerçant ambulant, etc... Ces formes d'organisations peu efficaces ne leur garantissent pas une rémunération correcte et constante.

* Conclusion

La portée de cette note doit être considérée comme modeste, puisqu'elle n'est pas issue de travaux de recherche de grande ampleur. Cependant, il faut souligner quelques grandes caractéristiques de l'installation des jeunes agriculteurs dans le contexte post-communiste, dans le cadre familial

- au moins dans certains pays, le nombre d'installés potentiels est élevé pour différentes raisons.

- les conditions du fonctionnement économique des exploitations leur sont peu favorables, d'autant que les aides structurelles sont rares ou inexistantes. Les exploitations ainsi créées sont donc plutôt petites, souvent tournées vers l'autoconsommation familiale, et quelquefois marginales.

- l'environnement de l'exploitation est également peu favorable, quoiqu'en évolution rapide : conseil peu répandu, approvisionnement et équipement difficiles, commercialisation hasardeuse.

Il semble donc que beaucoup de ces exploitations doivent être, à terme moyen ou long, restructurées.

**FAO/ECE Training Workshop
Setting up new farmers in the
European agriculture : how to transfer
western experience into central and
eastern Europe countries CEEC
CEZ Rambouillet - November 1995**

**The setting up of new farmers in central and eastern
European countries**

A western point of view:

Christian Mouchet
Rural development and production systems

Ecole Nationale Supérieure Agronomique de Rennes (France)

The aim of this paper is to introduce the synthesis of some observations made during several travels in Poland, Hungary, Czech republic and Romania which dealt with the setting up of new farmers exclusively in a family context. Indeed, we musn't forget that some young farmers set up large private agricultural firms from big farms which belonged to the state before being privatised. But we won't deal here with this kind of scheme. First, we will try and understand why this new category of farmers is rising up by analysing its motives and its importance. Then, we will mention the conditions of the setting up of a new farm, its technical and its economic running and lastly, its socio-economic and mercantile's environment.

The aim of this observations which are only a point of view amongst others, is to think about the reliability and the viability of this new farms which have been recently created or which are in the process of being built.

- The applicants to this setting up : number and motivations

The number of applicants to set up as a young farmer in absolute value as well as in relative weight, in comparison with the agricultural population, is very variable : they are rather numerous in Poland and in Romania, and they are scarce in Hungary and in Czech republic.

Three main reasons can partly explain this diversity :

- The late history of the countries (for instance, the high persistence of the family farms until 1990 in Poland)
- The existence or the absence of a tradition based on the family farms in the field of agriculture, or of an economy which is based on large estates. In Hungary and in the Czech republic, the conversion of the big estates (which still existed between the two world war) into collective structures of big size by the socialist state, can explain the lack of a model concerning the family farm in the rural population's mind and more precisely in their cultural references.
- The general conditions of the economic growth. In these countries like anywhere else, farmer's trade is considered as less attractive than urban occupations. Its choice is much more the result of a constraint, of a lack of jobs offered in the industrial and tertiary activities, than a deliberate step. (Besides, this fact is stressed by the important deficit in urban housing). The choice to stay and work in the country usually includes a refusal of the risks which one can encounter building a one-man business ; the status of wage-earner or of fellow of agricultural co-operative is still considered as the most favourable from a technical, economical, social, cultural point of view, as shown by M.C Maurel in a study which was led in Poland, in Hungary and in Czech republic.(1)

(1) MAUREL M.C. : (dir) Les décollectivisation en Europe - Autopsie d'un mode de production Espace Rural, déc. 92, 30 Univ. Montpellier.

-The access to production factors

→ The land

The successive reforms from 1991 in the various countries, upheld by important legislative changes, all led, with different clauses, to enable agricultural workers to become a property owner or at least to use the land in a personal way. However, technical difficulties (lack of land registry for instance) or legal one, as well as the weight of history have led to a large variety of situation :

- Upholding of a majority of small size family property (Poland)
- Massive reconstitution of small size family property which had previously disappeared
- setting up of some sole ownership, in a marginal way, much more managed by old farmers than by young ones (Hungary, Czech republic). In every case, we can notice a deficiency of the structures in the new farms : their size is small, especially in Romania even if renting conditions can sometimes be used.

→ The capital

The new farmers also have problems with the equipment and the livestock. Either it's impossible to get it, or it comes from western countries and thereby its cost is prohibitive or it can finally be get back from old collective farms when it's technically possible. In this late case, it is usually time-worn and unfit for the small structures.

→ financing

Agricultural and rural credit are rarely used by the farmers. As regards the long and the medium term credit, the uncertainties about the economy cause banks to be reluctant to lend money and farmers to hesitate to take risks. Furthermore, because of endemic inflation, interest rates are often very high ; in such circumstances a capital subsidy to decrease the interest rate from the state can obviously be contemplated. But it would suppose that the state can financially support it and turn agricultural investment into their priority, which is not sure at all ! So, owing to the inflation, only the short term credits (which are usually deterrent) are used. Finally, the farmers savings as well as the other citizens' ones have been

curbed by the money movements. For that reason, the farmers' investment capacity is seriously affected. By and large, the western observer cannot fail to be struck by the lack of a policy about agricultural structures which aim would be clearly defined and which financing would be warranted. It's unusual to meet in literature or during conversations with political leaders the description of a family farm model towards which they would tend to. There is usually neither a policy for the enterprise (funding, subsidised loans, allocation in kind) nor a significant social policy (retirement for elderly farmers, retraining mobility bonuses). The government only makes efforts to improve training and to a lesser extent, the land policy. This situation can partly be explained by the current weakness of these countries' economy, following the opening up to market economy.

-Farm economics

As we have seen the new 'comers' farms are small, and yet, often heavily staffed by family labour. The different partnership, aimed at pooling fields, and more, do not prevent the :

Agricultural area in use (AA)

labour unit (LU)

ratio from being poor, often three to four times lower than in the average European Union family farms. Added to an often large family population, the poor value of this ratio introduces a very high self consumption (Poland, Romania). In those conditions, the production systems are very intensive, based on animal and vegetable productions, and very quite diversified. The need to supply a family in food, energy, etc. is more important than the search for economic productivity obtained by specialisation and mechanisation. The weak support policy, usually very poorly subsidised, increases the need for production diversification. Products are usually rather easily sold, but the price fluctuates and is not guaranteed. The supply in production factors (fertilisers, pesticides, seeds) suffer from the troubles as that of equipment : high prices, frequent shortages (embarrassing in the case of pesticides), variable quality. The control of production techniques processes is uncertain, and some problems might

occur sooner or later : fertility deterioration, farming generated pollution, etc...

In those conditions, the different forms of sustainable agriculture, or anything similar are successful with specialists even if they hard to put in place for economic, technical, social reasons.

We can mention the fashion for organic farming, at least in the mind of the farmers and policy markers (Poland, Hungary, but also in Romania) as :

- economically interesting for high sale price products, in particular for exports

- non polluting and supplying quality products

- autonomous (recycling, limited quantities of fertilisers, no pesticide)

- "labour-using" which is precious in this context of weak ratio AA/LU

- relatively easy to implement from the point of view of conversion, since surfaces of these countries have been unharmed for several years by pesticides and mineral fertilisers.

For the moment, however, it seems that the existing systems are traditional, or specialised by force (market, available equipment, as sometimes in Hungary).

-The economic and social environment of the farm

It is not possible here to survey all existing problems. Three aspects should be emphasised :

➤ young farmers'training

A training scheme exists in every country, from the lowest level to the highest level, which gives the farming sector workers a good quality technical training.

On the other hand, and this observation will not surprise, the training for the family farm supervision (management, economics, marketing) is most of the time missing, or ineffective.

The system of sandwich courses, which permits to put the young person in a real professional situation, has only few equivalents in the mentioned countries. It is obvious that there are no training requirements to set up in business.

➤ **The technical and economic training of farmers**

As a general rule, the advising system for farmers (techniques, experimentation, circulation) is little developed (except maybe in Poland). This is explained by the fact that in the state sector, state farms and cooperative engineers fulfilled those duties within the production unit. At present, some of those managerial employees, having no job in the state sector because of the restructuring, are being redeployed in order to constitute some new development bodies (chambers of agriculture, consultancy and management centres, etc...). This redeployment requires training and practice, therefore time. It could lead up sooner or later to the constitution of collective promotion structures in a rural environment.

➤ **Economic field of activity upstream and downstream of farm**

Before the transformation during the 80:90', the supplying of firms and the marketing of their products often after processing, were achieved by the state services. The dismantling of those services, as well as the economic crisis, have let a vacuum . Product distribution and sale processing, packaging, storage, require organised channels, associating various professions and commercial operators in a given sector. At the moment, those channels are not being set up, or do not exist. Young farmers wishing to set up have to rely first on their own capacity to sell their products : direct selling in city or town markets, on the farm, travelling sellers, etc... Those forms of organisation are not efficient and do not ensure a correct and consultant income.

Conclusion

The scope of this note must be considered as modest because it is not proceeding from large scale research. Yet, some important characteristics of the installation of young farmers in the post-communist context, in a family environment, must be underlined :

- at least in certain countries, the number of potential farmers is high for various reasons.
- the conditions of the economic working of the farms are not very favourable. As structural aids are rare, few, or don't exist. The farms thus created are rather small, often turned to the family home consumption and sometimes marginal.
- The environment of the exploitation is not very favourable, although it is in rapid evolution : advice spilled, difficulty to get inputs and equipment, risk in marketing. So, it seems that lots of farms must, in the medium or long term, be restructured.